

Abdon Nababan *Rukka Sombolinggi*

L'Indonésie a une population d'environ 250 millions. Le gouvernement reconnaît 1.128 groupes ethniques. Le Ministère des Affaires sociales identifie certaines communautés autochtones comme *komunitas adat terpencil* (communautés autochtones géographiquement isolées). Cependant, beaucoup d'autres populations s'identifient ou sont considérées comme autochtones. Des lois et des décrets gouvernementaux récents utilisent le terme *masyarakat adat* pour se référer aux autochtones. L'organisation nationale des peuples autochtones, *Aliansi Masyarakat Adat Nusantara* (AMAN) estime que le nombre des autochtones d'Indonésie se situe entre 50 et 70 millions de personnes.

Le troisième amendement de la Constitution indonésienne reconnaît les droits des peuples autochtones dans son article 18b-2. Dans une législation plus récente il y a une reconnaissance implicite de certains droits des peuples référés comme *masyarakat adat* ou *masyarakat hukum ada*. Il s'agit de la loi n° 5/1960 sur les réglementations agraires de base, la loi n°39 sur les droits de l'homme et du décret MPR n°X/2001 sur la réforme agraire. La loi n°27/2007 sur la gestion des petites îles et îles côtières et la loi n°32/2010 sur l'environnement utilisent clairement le terme *Masyarakat Adat* et la définition de travail de l'AMAN. En mai 2013, le tribunal constitutionnel a affirmé les droits constitutionnels des peuples autochtones sur leurs terres et territoires incluant leurs droits collectifs sur les forêts coutumières.



1 Kapuas Hulu District

2 Sikka District

Alors que l'Indonésie est signataire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le gouvernement prétend que le concept de peuples autochtones ne s'applique pas à presque tous les Indonésiens (à l'exception de l'ethnie chinoise) parce qu'ils sont autochtones et qu'ainsi ils jouissent des mêmes droits. En conséquence le gouvernement a rejeté toutes les demandes de droits particuliers de groupes s'identifiant comme autochtones. Le 10 août 2015, le Ministère de l'environnement et des forêts a accepté d'être l'administrateur de 6.800.000 ha de terres autochtones pour les inclure dans une seule zone administrée.

Développements politiques en 2016

Certains changements sont intervenus en 2016 au niveau politique. L'un d'eux fut la réglementation du Ministère de la planification agraire et spatiale / Agence nationale de la terre (TR :BPN) N° 10 de 2016, sur la *Procédure de mise en actes des droits communaux*. Pourtant, cette réglementation n'a introduit aucun changement majeur même si elle est plus détaillée que la réglementation ministérielle N°9 de 2015 sur les *Droits communaux*. Malgré ces changements la mise en œuvre est reconnue comme très lente et à petite échelle.

Au niveau local, malgré certains signes de mise en œuvre de la *Loi sur les villages* (qui reconnaît les systèmes de gouvernance autochtones) dans quelques districts comme celui de Pelalawan, la province de Riau ou sa mise en route à Jayapura avec « l'initiative village autochtone » ceci ne cache pas le fait que les processus législatifs pour une loi de reconnaissance et de protection des droits des peuples autochtones, de la légalité des forêts coutumières et de la légalité des territoires autochtones n'ont pas été aussi avancés que les années précédentes. Il y eut très peu de progrès significatifs en 2016.

La violence et les attaques criminelles contre des peuples autochtones continuent. Presque aucun effort n'a été fait pour stopper les actes de violence dirigés contre eux. En outre, leur traitement est devenu plus compliqué en 2016, particulièrement avec l'émergence de nouveaux types de conflits liés aux infrastructures et aux barrages et à l'intervention militaire plus évidente dans ces attaques criminelles et ces violences.

Les espaces de résolution des conflits améliorent rarement la situation des autochtones. De nombreuses plaintes aux agences de l'État n'ont pas reçu de réponse appropriée. Même les tribunaux laissent peu d'espoir aux autochtones. Un ou deux cas, gagnés en première instance ont été perdus en appel comme c'est arrivé aux autochtones de Muara Teweh, centre de Kalimantan (voir ci-dessous).

L'espoir d'une réforme légale aux niveaux national et local s'affaiblit

Finalement, après deux ans d'attente depuis le Programme législatif national (2014), le Parlement national a ré-inclus, le 9 décembre 2016, le projet de la Loi sur les peuples autochtones (*Indigenous Peoples Bill*) dans la liste des priorités de 2017¹.

49 projets sont actuellement sur la liste du programme législatif, l'un concernant les peuples autochtones. Cependant il faut noter qu'il s'agit seulement d'une liste qui sera adoptée par le Parlement en une session plénière dont la date n'est pas encore décidée. Les autochtones devront s'assurer que le projet les concernant ne sera pas retiré de la liste.

On doit distinguer certains membres du Parlement qui, infatigablement, luttent pour la création de cadres législatifs en faveur des autochtones. Outre la Loi sur les peuples autochtones, plusieurs autres sont sur la liste des projets législatifs, sur la terre (*Land Bill*), sur l'huile de palme (*Palm Oil Bill*), sur la préservation environnementale (*Conservation Bill*). Leur discussion devra être faite ouvertement et ils devront être précisément examinés. Des contradictions peuvent apparaître entre l'un ou l'autre. Une attention spéciale devra être accordée à la Loi sur l'huile de palme dont l'urgence est mise en question. Au lieu d'en discuter le gouvernement peut donner la priorité à la Loi sur les forêts, toujours régies par la loi n°41 de 1999. Les amendements qui ont, à répétition, été revus par le tribunal constitutionnel, ont priorité.

Qu'en est-il de la force de frappe autochtone (*Indigenous Peoples Task Force*) ?

Trois années ont passé depuis le 2 janvier 2014 quand AMAN a proposé, par l'intermédiaire du secrétaire du Cabinet, un projet de Réglementation présidentielle sur une force de frappe autochtone (*Indigenous Peoples Task Force*). Jusqu'à ce jour rien n'a été mis en acte.

Une Cartographie Politique égarée nulle part

L'inaction et l'obscurité sont à l'ordre du jour du programme de la cartographie politique (*One Map Policy Program*).² Depuis 2012, les données et les informations sur l'existence de peuples autochtones et de territoires coutumiers ont continuellement été transmises au gouvernement. A la fin de novembre 2016, le Registre des territoires autochtones (*Indigenous Territory Registration Body - BRWA*) a enregistré 703 cartes de ces territoires couvrant une superficie totale de 8 millions 300.000 ha.

Malgré de nombreuses discussions il n'y a eu aucune réponse politique des ministères et des agences qui ont reçu ces cartes. L'Agence d'informations géo-spatiales (*Geospatial Information Agency - BIG*), toutefois, produira une carte des territoires autochtones dans l'une de ses cartes thématiques, pour appuyer le calendrier émis par le gouvernement de Kojo Widodo et de Jusuf Kalla qui prévoit d'achever la Carte politique (*One Map Policy*) selon le Décret présidentiel n°9 de 2015.

Menace sur l'agriculture traditionnelle sur brûlis et l'autosuffisance alimentaire

Le Président a émis une Instruction n° 11, en 2015, sur l'Amélioration du contrôle des feux de forêt et des cultures (*Improved Forest and Land Fire Control*). Sa mise en œuvre a suscité des craintes parmi les communautés autochtones³ qui ont été intimidées par la police et les forces armées. Cette Instruction présidentielle indique que la méthode traditionnelle de la culture sur brûlis est la cause des feux de forêt.

Des incidents ont été rapportés à la police, l'un dans le district de Pelalawan (Province de Riau) où 92 communautés sont accusées d'avoir brûlé la terre tandis que 15 compagnies, seulement, sont pareillement accusées. 25 membres de ces communautés attendent de passer en jugement. Seulement une compagnie a été traduite en justice alors que des enquêtes sur 3 autres se poursuivent.

Dans l'ouest de Kalimantan, des *Dayak Bahau*, des *Dayak Kayan* et des *Dayak Kenyah*, autochtones de Mahakam Ulu ont été mis sous pression, sept villages du district de

Kapuas Hulu ont subi les mêmes pressions. 12 résidents ont été harcelés par la police. On a rapporté des cas semblables au centre et au sud de Kalimantan.

Il est évident que la police ne comprend pas les dispositions de la législation, particulièrement celles qui considèrent la technique du brûlis de forêt comme basée sur la sagesse locale qui prescrit le brûlis sur un maximum de 2 hectares par maisonnée afin de planter des variétés locales de végétaux, en les entourant de coupe - feux pour éviter la propagation (Loi n°32 de 2009 sur la protection et la gestion de l'environnement en particulier *Article 69 paragraph (1) and (2) juncto Explanation of Article 69 paragraph (2).*).

La lutte pour récupérer des territoires autochtones par des moyens judiciaires

Le 6 décembre 2016, après un combat judiciaire de presque un an, le procès intenté par les autochtones *Talonang* contre PT. Sumbaawa Agro fut rejeté par les juges du tribunal du district de Sumbawa parce que le cas fut estimé obscur et qu'une partie des plaignants était absente. PT. Sumbawa Agro est une compagnie engagée dans le développement du sisal (*agave sisalane Perrine*) fibre naturelle utilisée comme matériel brut. Cet arrêt empêcha les *Talonang* de récupérer leur territoire, contrôlé par la compagnie.

Les *Semunying Jaya* furent également déboutés dans un cas semblable contre PT. Ledo Lestari dans l'ouest de Kalimantan. Après une année de procès, les juges décidèrent que la plainte des autochtones *Semunying Laya* était obscure et qu'une partie plaignante était absente.

De telles décisions ne sont pas interdites mais elles sont arbitraires parce qu'il est simplement logique qu'un cas « obscur, dont une partie est absente » ne soit décidé qu'au moment du jugement contradictoire, économisant ainsi de l'argent et de l'énergie pour les procédures ultérieures.

Nouvelles périodes de violence et d'accusations de criminalité contre les peuples autochtones

Les années précédentes, les cas de violence et d'accusations criminelles contre les peuples autochtones se sont surtout produites dans le secteur des plantations, dans l'industrie liée aux forêts et aux mines mais, en 2016, les secteurs furent plus variés. Certains ont concerné la construction des barrages comme dans les décennies précédentes. 2016 a aussi été marquée par le retour des « forces militaires », plus actives dans la protection des investissements dissimulés dans les territoires autochtones. Des cas, décrits ci-dessous, montrent qu'outre la police, l'armée a été fréquemment impliquée dans les conflits avec les autochtones.

- En août 2016, le dirigeant du District de Sikka a publié une instruction (n° Pem 305/115/2016) imposant l'évacuation immédiate des *Soge* et des *Goban* de leurs territoires ancestraux. La raison en était que le gouvernement avait attribué ces territoires à deux communautés de PT. Krisrama bien qu'elles n'avaient pas eu l'autorisation de s'y installer. L'instruction a montré le manque d'impartialité du chef de ce district qui a clairement favorisé les investissements au détriment de la survie des autochtones *Soge* et *Goban*. Elle montre aussi l'incapacité du gouvernement du district à

résoudre un vieux problème, depuis que les territoires autochtones étaient sous le contrôle de PT.Dosis Agung, une compagnie de plantations de cocotiers.

- En octobre 2016⁴, 11 autochtones *Seko* furent arrêtés par la police du nord Luwu sous l'accusation de détruire des équipements et de chasser les employés de PT. Prima Power Seko. La compagnie est en train de construire une centrale hydro-électrique d'une capacité de 80 megawatts, excédant de beaucoup les besoins du district du nord Luwu. Ces 11 personnes sont toujours détenues au commissariat de police de Luwu Utara, sous enquête. Avant cette détention, des centaines d'autochtones *Seko* avaient rejoint les protestations contre la présence de PT.Seko Prima Power, une compagnie hydro-électrique qui s'était déjà emparée de territoires *Seko*, il y a plusieurs années. Une réelle menace pèse aujourd'hui sur les *Seko* dont des villages seront immergés dans le réservoir quand le barrage sera construit. Les dégâts sociaux, qui ont débuté avec l'arrivée de PT. Seko Prima Power, vont augmenter si cette compagnie continue à opérer dans la région.

Ceci sans compter avec les dommages culturels, y compris ceux affectant les sites ancestraux des *Seko*. Leur dignité aussi est violée par le comportement non civilisé de la compagnie qui ne se livre à aucune consultation ouverte. L'importance des facteurs politiques et économiques accompagnant son arrivée exacerbe la situation. Le développement de la centrale est accusé de faciliter l'implantation de deux compagnies minières, PT. Citra Palu Minerals et PT. Kalla Arebamma que le gouvernement avait prévue depuis 2011.

- Le 17 novembre 2016, à 19h.20 (heure locale) un enquêteur de la police de Ngada a commis un acte de violence contre un garçon de 20 ans, membre de la communauté autochtone *Lambo*, dans le district de Nagekeo, à l'est de la province de Tenggara Nusa. Le garçon fut blessé à la poitrine et à l'abdomen et forcé de dénoncer celui qui avait brûlé les équipements de forage de la construction du barrage. Cet acte de violence fut commis après l'incident du 8 novembre quand on découvrit l'incendie des équipements, pourtant encadrés par la police et l'unité de la police civile. Quoique la cause de l'incendie soit restée inconnue, la police a accusé les autochtones *Lambo* d'en être les auteurs. Le plan de construction du barrage Lambo, suite de la construction du barrage de Mbay en 1999, a été depuis longtemps rejeté par la population en raison de son empiètement sur son territoire, du manque d'information sur les plans de construction, de l'intimidation et des accusations criminelles subies par elle, de l'absence d'évaluation de l'impact environnemental et du fait que cette construction n'est pas en accord avec le projet local pour le district de Nagekeo. Interrompu pendant plusieurs années le projet de construction du barrage fut finalement remis en route en 2016. Depuis le 6 juin 2016, le gouvernement du district de Nagekeo, les enquêteurs, escortés par la police locale et des forces armées ont pénétré de force dans le site en construction. Le chef du village de Butowe Rendu a envoyé une lettre au gouvernement du Nagekeo, rejetant les plans de construction du barrage. La lettre était accompagnée des minutes officielles de rejet, signées par les Anciens des tribus. Le gouvernement du district a ignoré ces protestations des autochtones.

- La peur éprouvée par les autochtones *Alut* et *Tuyan* du sud de Kalimantan vint à son maximum les 25 et 26 novembre 2016. Escortés par 300 fonctionnaires de l'état, policiers, brigadiers mobiles, militaires, le PT Jhonlin Agro Mandiri, accompagnés d'équipements lourds, ont chassé des *Alut* et des *Tuyan* de leurs fermes et de leurs terres

cultivées. Caoutchouc, riz, bananes, haricots et autres plantes furent détruits, des outils agricoles comme les faucilles furent saisis. Trois personnes du public furent aussi attaquées par les armes des gardes mobiles. Ces menaces et ces violences commises par l'État contre des autochtones prouvent que celui-ci ne leur donne pas sa protection.. Aux yeux des autochtones, l'État est décidément en faveur des investissements même s'ils détruisent leur mode de vie et leur environnement.

Notes and references

- 1 List of Priorities 2017, see <http://www.dpr.go.id/uu/prolegnas>
- 2 Oxford Business Group, *Indonesia introduces one map policy as a solution to overlapping land claims*, see <http://goo.gl/VxZjNn>
- 3 Jakarta Globe, *Plan to Ban Land Burning Sparks Concern About Indigenous People*, see <http://goo.gl/RD9wAM>
- 4 Mongabay Indonesia, *Kala Protes PLTA, Belasan Warga Seko Ditangkap*, 29 October 2016, <https://goo.gl/AJBIEB>

Abdon Nababan est un Toba Batak du nord de Sumatra. Il est Secrétaire général d' Aliansi Masyarakat Adat Nusantara/ AMAN

Rukka Sombolinggi est un Toraya de Sulawesi, député au Secrétariat général d'AMAN, chargé des questions de politique de défense, de législation et de politique.

Source : IWGIA 2017, *The Indigenous World*
Traduction pour le GITPA par **Simone Dreyfus-Gamelon**